

EMPREINTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale du 10 juin 2026

Exercice clos le 31 décembre 2025

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine

EMPREINTES

Association

10 allée Lech Walesa

77185 LOGNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'Association EMPREINTES,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EMPREINTES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes "Changements comptables" et "comparabilités des comptes comparatifs" de l'annexe qui exposent le changement de méthode comptable relatif aux incidences de la première application du règlement ANC 2022-06.

Nous attirons également l'attention sur la note "correction d'erreur" de l'annexe qui expose une correction d'erreur dans les comptes relatifs aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 relative à l'enregistrement comptable d'une subvention de 910 K€ perçue au cours de l'exercice 2024.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 10 juin 2026 à Lille

Le commissaire aux comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'J' followed by a horizontal line and a small flourish.

Rudy Jardot



BILAN - ACTIF

BILAN ACTIF	au 31/12/2025			au 31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBIILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissements	52 485,31 €	52 485,31 €	0,00 €	4 190,39 €
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels,	108 624,90 €	73 268,12 €	35 356,78 €	7 895,29 €
Fonds commercial	6 000,00 €	6 000,00 €		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	420 188,55 €	0,00 €	420 188,55 €	420 188,55 €
Constructions	3 316 643,49 €	1 807 777,06 €	1 508 866,43 €	1 609 954,26 €
Installations techniques, matériel et outillage industriel	179 614,31 €	72 737,86 €	106 876,45 €	52 332,55 €
Autres immobilisations corporelles	6 293 731,72 €	3 187 741,99 €	3 105 989,73 €	2 441 290,37 €
Immobilisations corporelles en cours	106 803,40 €	0,00 €	106 803,40 €	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	96 319,00 €		96 319,00 €	25 848,75 €
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 246 194,90 €		1 246 194,90 €	1 222 026,08 €
Total I	11 826 605,58 €	5 200 010,34 €	6 626 595,24 €	5 783 726,24 €
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	436 736,08 €	72 156,69 €	364 579,39 €	193 480,92 €
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 542 430,47 €		1 542 430,47 €	1 307 646,68 €
Valeurs mobilières de placement	275 233,88 €		275 233,88 €	343 325,36 €
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 605 447,06 €		5 605 447,06 €	7 772 528,34 €
Charges constatées d'avance	711 200,66 €		711 200,66 €	675 863,55 €
Total II	8 571 048,15 €	72 156,69 €	8 498 891,46 €	10 292 844,85 €
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 397 653,73 €	5 272 167,03 €	15 125 486,70 €	16 076 571,09 €



BILAN - PASSIF

BILAN PASSIF	au 31/12/2025	au 31/12/2024
FONDS PROPRES	4 783 904,16 €	4 689 025,60 €
Fonds propres sans droit de reprise	649 221,93 €	649 221,93 €
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	2 985 485,51 €	2 879 956,19 €
Dont réserves des activités libres	0,00 €	0,00 €
Dont réserves des activités SMS	2 985 485,51 €	2 879 956,19 €
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	285 513,69 €	346 215,94 €
dont RAN des activités libres	-1 146 396,81 €	-1 146 396,81 €
dont RAN des activités SMS	1 431 910,50 €	1 492 612,75 €
Fonds associatifs avec droit de reprise	768 804,47 €	768 804,47 €
Dont Apport	768 804,47 €	768 804,47 €
Dont legs et donations		
Ecart de réévaluation (avec droit de reprise)		
Situation nette (sous total)	94 878,56 €	44 827,07 €
dont résultat net comptable des activités SMS	91 474,80 €	143 621,67 €
dont résultat net comptables des activités libres	3 403,76 €	-98 794,60 €
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	367 216,02 €	411 953,63 €
Subventions d'investissement	53 618,21 €	98 355,82 €
Provisions réglementées	313 597,81 €	313 597,81 €
Total I	5 151 120,18 €	5 100 979,23 €
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 448 119,79 €	2 369 455,87 €
Total II	1 448 119,79 €	2 369 455,87 €
PROVISIONS		
Provisions pour risques	119 255,79 €	100 534,52 €
Provisions pour charges	442 601,38 €	578 128,05 €
Total III	561 857,17 €	678 662,57 €
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 819 674,33 €	1 398 411,38 €
Emprunts et dettes financières diverses	59 856,64 €	64 762,95 €
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 451 055,43 €	1 877 887,63 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 535 363,36 €	3 663 173,76 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	92 841,64 €	5 781,48 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	5 598,16 €	917 456,22 €
Total IV	7 964 389,56 €	7 927 473,42 €
Ecart de conversion Passif (V) X X		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) X X	15 125 486,70 €	16 076 571,89 €



COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS	au 31/12/2025	au 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	120,00 €	110,00 €
Vente de biens et de services	1 478 640,55 €	1 193 188,53 €
Vente de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Vente de prestation de service	1 478 640,55 €	1 193 188,53 €
<i>Dont activité sous gestion libre</i>	540 114,17 €	371 001,24 €
<i>Dont activité SMS</i>	938 526,38 €	822 187,29 €
<i>Dont pararainages</i>		
Produits de tiers financeurs	42 443 651,96 €	42 409 006,65 €
Concours publics et subventions d'exploitation	42 443 651,96 €	42 409 006,65 €
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	24 459 007,56 €	24 303 928,84 €
Versements des fondateurs		
Ressources liées à la générosité du public	5 812,07 €	10 450,00 €
<i>Dont dons manuels</i>	5 812,07 €	950,00 €
<i>Dont Mécénats</i>		9 500,00 €
<i>Dont Legs, donations et assurance-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	707 955,59 €	213 276,80 €
Produits de cessions des immobilisations	800,00 €	
Utilisations de fonds dédiés	2 118 811,60 €	1 141 253,10 €
Autres produits	78 307,53 €	2 068 148,60 €
TOTAL I	46 834 099,30 €	47 035 433,68 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	22 966 815,79 €	23 182 021,84 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 024 261,47 €	1 762 989,48 €
Salaires et traitements	13 677 838,40 €	13 033 371,76 €
Charges sociales	6 326 559,03 €	5 853 640,09 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 255 016,97 €	950 578,88 €
Report en fond dédiés	287 107,62 €	110 244,53 €
Autres charges	185 898,68 €	2 104 100,07 €
TOTAL II	46 723 497,96 €	46 996 946,65 €
RESULTAT D'EXPLOITATIONS (I-II)	110 601,34 €	38 487,03 €



COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS FINANCIERS	3 663 173,76 €	3 002 279,12 €
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	46 810,11 €	35 336,47 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	46 810,11 €	35 336,47 €

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés	56 519,28 €	40 796,52 €
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	56 519,28 €	40 796,52 €

RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-9 709,17 €	-5 460,05 €
RESULTAT COURANT avant impôts (I+II+III+IV)	100 892,17 €	33 026,98 €

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	910 367,90 €	503,06 €
Sur opérations en capital		56 022,61 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	910 367,90 €	56 525,67 €

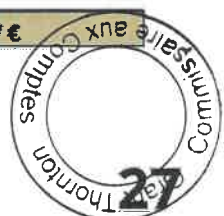
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		14 397,56 €
Sur opérations en capital	915 795,33 €	25 145,27 €
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		5 182,75 €
TOTAL VI	915 795,33 €	44 725,58 €

RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-5 427,43 €	11 800,09 €
-------------------------------------	--------------------	--------------------

Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00 €	0,00 €
Impôt sur les bénéfices (VIII)	586,18 €	0,00 €

Total des produits (I+II+V)	47 791 277,31 €	47 127 295,82 €
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	47 696 398,75 €	47 082 468,75 €

EXCEDENT OU DEFICIT	94 878,56 €	44 827,07 €
----------------------------	--------------------	--------------------





COMPTE DE RESULTAT

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	23 294,76 €	-28 754,70 €
TOTAL	23 294,76 €	-28 754,70 €

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		811,18 €
Mise à dispositions de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	23 294,76 €	27 943,52 €
TOTAL	23 294,76 €	28 754,70 €

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Object social de l'association

L'Association a pour objectif de mettre en œuvre les missions permettant à toute personne, de tout âge, de mobiliser les ressources nécessaires à son autonomie afin de trouver ou retrouver sa place dans la société. Conformément à son objet statutaire, EMPREINTES est également active dans le champ de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE). À ce titre, elle peut exercer et exploiter des activités à caractère industriel, commercial ou de service, dans une finalité d'inclusion professionnelle des publics éloignés de l'emploi. EMPREINTES intervient actuellement sur quatre départements, avec une implantation forte en Île-de-France. Cette présence territoriale permet une connaissance fine des réalités locales et une adaptation des actions aux besoins spécifiques des publics accompagnés.

Périmètre des actions réalisées

Les 6 champs d'intervention de l'Association sont :

- La protection de l'enfance
- L'immigration et l'asile
- L'intermédiation locative
- L'Accueil, l'hébergement et l'insertion
- Le médico-social
- L'insertion par l'activité économique

Elle intervient dans 4 départements : La Seine et Marne, la Seine Saint Denis, l'Yonne et l'Essonne.

L'association gère 37 établissements et services sociaux et médico-sociaux, incluant des centres pour mineurs non accompagnés, des foyers maternels, des dispositifs d'insertion professionnelle, ainsi que des structures médico-sociales pour soutenir l'autonomie et la réinsertion des bénéficiaires.

Moyens mis en œuvre

L'Association est laïque. Elle s'interdit toute attache avec un mouvement politique ou une confession.

L'Association se donne les moyens nécessaires pour atteindre des objectifs visés dans son objet social : Financements et dispositifs existant ou à venir, publics ou privés.

L'Association se réserve la possibilité de répondre à tout appel à projet, sollicitation ou projet innovant en relation avec l'objet social.

Afin de faciliter son action et d'étendre sa capacité à répondre aux besoins des personnes en difficultés sociales dans un contexte évolutif, l'Association se donne la possibilité d'adhérer à tout groupement, regroupement ou association que ce soit de manière définitive ou temporaire.

L'association se réserve la possibilité de procéder à l'accueil de salariés en détachement de la fonction publique, pour 2 emplois de cadre hiérarchique et 2 non-cadres éducatifs pour 4 ETP.

FAITS CARACTERISTIQUES

Travaux et projets importants (1/3) : Hébergement et insertion

Ouverture du CHU de Tournan-en-Brie

Ouvert le 23 juin 2025, le CHU de Tournan-en-Brie a constitué une réponse opérationnelle majeure sur le territoire Centre Seine-et-Marne. Doté de 60 places pour adultes isolés, auxquelles s'ajoutent 30 places dédiées aux opérations de mise à l'abri, il a connu une montée en charge progressive, jusqu'à atteindre un taux d'occupation de 94,84 % en décembre 2025. En 2025, 65 adultes isolés ont été accueillis, avec une attention particulière portée à l'accès aux droits, à l'insertion professionnelle, à l'apprentissage du français, à la régularisation administrative et à la préparation de l'accès au logement. Adossées au dispositif, les 30 places d'OMA ont permis d'intégrer des personnes issues de solutions temporaires vers un cadre d'hébergement plus stable. Le dispositif illustre la capacité d'Empreintes à transformer une mise à l'abri en point d'appui pour un parcours.

Ouverture du CHU des Femmes victimes de violences

Ouvert en janvier 2025 en Seine-Saint-Denis, le CHU Femmes victimes de violences répond à un besoin identifié de mise à l'abri rapide, adaptée et sécurisée pour des femmes seules ou avec enfants. En 2025, le dispositif a accueilli 13 personnes et posé les bases d'un accompagnement global articulant protection, accès aux droits, santé, soutien à la parentalité, scolarisation des enfants et préparation à l'autonomie. Le lien étroit avec les partenaires municipaux et sociaux a favorisé la réactivité des orientations et la sécurisation des situations. Ce dispositif affirme une conviction forte : protéger ne consiste pas seulement à héberger, mais à reconstruire les conditions d'un avenir possible.

Fermeture du CAES

La DDETS nous a informé de la fermeture de CAES au 31/12/2024. Nous avons donc mis fin à ce dispositif après 5 années d'existence, avec une fermeture définitive du dispositif en mars 2025

Protection de l'enfance

Transformation du centre mère-enfant de Bussy-Saint Martin en centre parental

L'année 2025 a confirmé la transformation du centre mère-enfant en centre parental. Cette évolution permet d'accompagner non seulement les mères, mais aussi les pères et les couples parentaux, dans une approche centrée sur l'intérêt de l'enfant. Avec l'habilitation centre parental, 8 couples ont été orientés vers la structure afin de soutenir la parentalité, la coparentalité et la construction de réponses éducatives adaptées. Au total, 21 familles ont intégré le centre parental en 2025, soit 55 personnes : 21 mères, 8 pères et 26 enfants. L'accompagnement s'est structuré autour du lien parent-enfant, de la relation de couple, de l'organisation familiale, de l'accès aux droits, de la santé et de l'insertion.

FAITS CARACTERISTIQUES

Travaux et projets importants (2/3) : Médico-social

Ouverture du LAM de Brie-Comte-Robert

Après des travaux de réhabilitation menés au premier semestre 2025, le LAM de Brie-Comte-Robert a fait l'objet d'une visite de conformité avec l'ARS à la mi-juin, permettant la validation de son ouverture à compter du 1er juillet 2025. Les Lits d'Accueil Médicalisés s'adressent à des personnes en situation de grande précarité dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale, sociale et psychologique renforcée, sans relever d'une hospitalisation continue. Le dispositif propose un hébergement sécurisé, un suivi infirmier et médical quotidien, un accompagnement à l'accès aux droits, à l'autonomie sociale et médicale, ainsi qu'un projet de vie individualisé. En 2025, la montée en charge a été progressive et maîtrisée, avec 19 personnes accueillies au 31 décembre sur une capacité de 25 places.

Insertion par l'activité économique

Evolution notable de l'activité d'Agissons

En 2025, Agissons a confirmé la solidité de son modèle : une entreprise d'insertion qui produit une activité économique réelle tout en accompagnant des personnes éloignées de l'emploi vers une reprise durable d'activité. Le dispositif a accueilli 18 salariés en insertion, représentant 15 191 heures travaillées et 2 170 journées de travail. L'activité RECYFE, dédiée à la collecte et au démantèlement de menuiseries extérieures usagées, a connu une progression majeure : 656 tonnes traitées, contre 256 en 2024, soit +156 %, pour un chiffre d'affaires de 376 000 €. Cette dynamique a permis la création de 2 postes supplémentaires en insertion. Pour les financeurs, Agissons illustre un levier particulièrement efficace : soutenir l'insertion tout en développant une activité utile au territoire et inscrite dans l'économie circulaire.

FAITS CARACTERISTIQUES

Travaux et projets importants (3/3) :

Activité siège et autres projets structurants

Départ en retraite de la Directrice Générale et transition de gouvernance

Le 31 janvier 2025, après 38 années d'engagement au sein de l'Association EMPREINTES, la Directrice Générale a fait valoir ses droits à la retraite. Ce départ marque une étape importante dans l'histoire de l'association, au regard de la durée de son investissement et de sa contribution à son développement.

Afin d'assurer la continuité de la gouvernance et des projets associatifs, la Direction Générale est désormais assurée par Sara FERJULE, qui occupait précédemment les fonctions de Co-Directrice Générale. Cette transition s'inscrit dans une dynamique de continuité et de stabilité au service des missions portées par l'association.

Renforcement de la politique patrimoine de l'association

En 2025, l'Association EMPREINTES a engagé un audit logement afin de mieux objectiver les enjeux liés à son parc locatif, à la qualité des logements mobilisés et aux conditions matérielles d'accompagnement des personnes accueillies.

Cette démarche a conduit à la création d'un service de gestion locative au siège, rattaché à la Direction Patrimoine et Services Généraux. Cette nouvelle organisation vise à renforcer le pilotage du parc, sécuriser les relations avec les bailleurs, améliorer le suivi des logements et soutenir les établissements dans la gestion quotidienne des lieux d'hébergement.

Le service a également été renforcé en début d'année par le recrutement d'un Responsable Travaux, chargé de piloter les opérations de maintenance, de rénovation et d'amélioration du patrimoine immobilier de l'association. Cette évolution permet de mieux anticiper les besoins techniques, d'optimiser la gestion des interventions et de garantir des conditions d'accueil adaptées aux personnes accompagnées.

Cette structuration traduit la volonté de professionnaliser davantage une fonction essentielle à la qualité de l'accueil, à la continuité des parcours et au bon fonctionnement des dispositifs d'accompagnement

Anniversaire des dix ans d'Empreintes

L'année 2025 a été marquée par le Festival Empreintes, organisé le 11 octobre à l'occasion des dix ans de l'association. Plus qu'un événement anniversaire, ce temps fort a constitué un moment de cohésion associative, réunissant personnes accompagnées, professionnels, bénévoles, administrateurs, partenaires et proches autour des valeurs fondatrices d'Empreintes : solidarité, dignité, inclusion et pouvoir d'agir. Il a permis de rendre visible ce qui fait la force de l'association depuis sa création : une capacité à fédérer, à créer du lien et à inscrire l'accompagnement social dans une dynamique collective, ouverte sur les territoires.

FAITS CARACTERISTIQUES

Autorisations et agréments

L'autorisation de prise en charge des frais de siège de l'Association EMPREINTES arrivant à échéance fin 2024, une nouvelle demande a été instruite et un dossier complet a été déposé auprès de la DDETS en octobre 2024, pour la période d'autorisation allant de 2025 à 2029. Dans l'attente de l'instruction par l'autorité compétente, l'association a obtenu un renouvellement transitoire de l'autorisation pour une durée d'un an, permettant d'assurer la continuité du fonctionnement et le maintien du financement afférent pour l'année 2025.

Financement des établissements

Conformément aux dispositions de l'article L.314-6 du Code de l'action sociale et des familles, et sur la base de la recommandation patronale de Nexem en date du 23 novembre 2022, l'arrêté du 21 décembre 2022, publié au Journal officiel du 24 décembre 2022, a entériné l'évolution de la valeur du point applicable aux salariés relevant de la Convention collective nationale du 15 mars 1966.

Ainsi, à compter du 1er juillet 2022, la valeur du point a été portée à 3,93 €, servant de base au calcul des rémunérations dans l'ensemble des établissements et services appliquant cette convention.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Correction d'erreur

Nature de l'erreur corrigée : En 2024, une subvention de 910 K€ dédiée au financement du programme « 177 – hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », dont la réalisation était prévue en 2025, a été comptabilisée en produits constatés d'avance. S'agissant d'une ressource affectée à un projet détermine, cette subvention aurait dû être enregistrée en fonds dédiés.

Impact sur les comptes de l'exercice 2025 : En 2025, l'erreur a été corrigée comme suit :

- Extourne du produit constaté d'avance pour 910 K€ en produits exceptionnels ;
- Constatation d'un fonds dédié pour le même montant en charges exceptionnelles ;

Cette correction n'a pas d'impact sur le résultat net 2025 (produit exceptionnel de 910 K€ et charge exceptionnelle de 910 K€).

Principaux postes des exercices antérieurs présentés, corrigés de l'erreur : Les comptes 2024 n'ont pas été retraités, voici la présentation des postes corrigés :

Correction d'erreurs				
Présentation de l'erreur corrigée		Exercice 2025	Exercice 2024 corrigé	Exercice 2024
	Impact passif du bilan "Fonds dédiés"	-910 367,90	-2 813 310,84	-1 903 310,84
	Impact passif du bilan "Produits constatés d'avance"	910 367,90	-7 456,22	-917 456,22
	Impact compte de résultat "Concours publics et subvention d'exploitation"		-43 319 006,65	-42 409 006,65
	Impact compte de résultat "Report en fonds dédiés"		965 630,00	55 630,00
	Impact compte de résultat "Charges exceptionnelles"	910 367,90		
	Impact compte de résultat "Produits exceptionnels "	-910 367,90		

- Le poste « Produits constatés d'avance » est surévalué de 910 K€. Ainsi corrigé de l'erreur le poste s'élève à 7 K€ au lieu de 917 K€ tel que présenté en 2024.
- Le poste « Fonds dédiés » est sous-évalué de 910 K€. Ainsi corrigé de l'erreur, le poste s'élève à 2 813 K€ au lieu de 1 903 K€ tel que présenté en 2024.
- Les postes de charges de « report en fonds dédiés » ainsi que les produits « concours publics et subvention d'exploitation » ont été sous-évalués sur 2024.

La comparabilité de ces postes entre 2024 et 2025 doit être appréciée en tenant compte de cette erreur et de sa correction en 2025. »

REGLES ET METHODES COMPTABLES

cadre légal de référence

Les comptes de l'exercice 2025 sont établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations de droit privé à but non lucratif, ainsi que du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2019-04 du 8 novembre 2019 et le CRC n°2009-10

Cadre réglementaire applicable au secteur

Les comptes annuels sont établis par agrégation des différents établissements ouverts dans la comptabilité de l'Association. Les comptes des Etablissements sous contrôle des tiers financeurs sont établis conformément aux dispositions :

- Du plan comptable applicable aux Etablissements et services privés sociaux et médico-sociaux (M22 bis) relevant du §1 de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,
- De l'avis du C.N.C. n°2007-05 du 4 mai 2007 applicable aux Etablissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
- A l'arrêté du 22 décembre 2016 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du §1 de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Durée et période de l'exercice comptable

La durée de l'exercice est de 12 mois et concerne la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Changement comptable

A l'ouverture de l'exercice au 1er janvier 2025, un changement de méthode réglementaire a été effectué de manière obligatoire en appliquant le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application, soit 2025, sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs (2024), et concerne principalement :

- La suppression de la technique des transferts de charges, avec les produits désormais présentés soit en chiffre d'affaires, soit au crédit des postes de charges concernés.
- La nouvelle définition du résultat exceptionnel qui ne comporte désormais que des événements « majeurs et inhabituels »
- Une modification du plan de comptes et une modernisation des états de synthèse, avec notamment une présentation des cessions d'immobilisations (in)corporelles en résultat d'exploitation et la reprise de quote-part de subvention d'investissement en résultat d'exploitation.

En dehors de ces changements ci-dessus, aucun changement de méthode, d'estimation, ni correction d'erreur (autre que le point ci-dessus relatif à la correction d'erreur dans le traitement des fonds de roulement et des produits constatés d'avance n'est à signaler.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- De continuité de l'exploitation,
- De permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- D'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Comparabilité des comptes comparatifs

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application 2024 sont présentés selon les nouveaux modèles, dans la colonne « Exercice 2024 ». En effet, le règlement relatif à la modernisation des états financiers s'applique à compter de l'exercice de la première application (exercice 2025) sans emporter de retraitement des comptes antérieurs.

Conformément au règlement, les comptes 2024 ne sont pas retraités selon les nouvelles règles.

- En particulier, les produits et charges exceptionnels constatés dans le compte de résultat 2024 tel qu'il a été arrêté et publié sont présentés, dans la colonne « Exercice 2024 », dans les rubriques « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».
- Aussi les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 tel qu'il a été arrêté et publié sont présentés, dans la colonne « Exercice 2024 », dans la rubrique « reprises sur amortissements et dépréciations »

REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AU BILAN – ACTIF

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition, incluant le prix d'achat net des réductions commerciales (remises, rabais, escomptes), ainsi que les droits de douane et taxes non récupérables. S'y ajoutent les coûts directement attribuables nécessaires à la mise en service de l'actif conformément à l'usage prévu.

Elles sont amorties sur les durées suivantes :

- Logiciels : 1 à 5 ans
- Frais d'établissement : 1 à 5 ans

Immobilisations corporelles (1/2)

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

-Depuis le 1^{er} janvier 2007, les nouvelles règles sur les actifs ont été appliquées en référence :

- Aux règlements C.R.C. n°2002-10 et 2003-07 relatifs aux amortissements, dépréciations des actifs immobilisés et composants,
- Au règlement C.R.C. n°2004-06 qui a pour thème la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Le cas échéant, les changements résultant de la première application du règlement C.R.C. n°2004-06, art. 17 sont traités conformément aux dispositions de l'art. 122-2 du règlement ANC n°2014-03 de manière rétrospective et l'impact est comptabilisé en report à nouveau.

Concept de « composant » : est comptabilisé chaque élément significatif d'un actif qui fait l'objet d'une utilisation différente, de telle sorte qu'il est appelé à être remplacé avant l'expiration de la durée d'utilisation prévisible du bien. Pour chacun d'eux, un plan d'amortissement distinct est établi.

Les durées d'amortissement sont fixées d'après la durée d'utilisation prévue pour le bien ou l'élément en cause. L'amortissement comptable de chaque élément d'actif est pratiqué sur sa durée réelle d'utilisation prévue par l'Association. L'amortissement consiste à répartir le montant amortissable d'un actif en fonction de son utilisation.

Les immobilisations corporelles sont amorties en linéaire selon les durées suivantes déterminées dans le cadre de l'application des règlements sur les actifs et sur les amortissements

REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AU BILAN - ACTIF

Immobilisations corporelles (2/2)

Désignation	Durée min	Durée max
Gros œuvre	20	50
Second œuvre	5	25
Equipements techniques / agencements	5	10
Matériels / outillages / électroménagers	3	5
Matériels de transport	5	10
Matériels de bureau et mobiliers	3	5
Matériels informatiques	3	5

Immobilisations financières

La valeur des titres de participation ainsi que des autres titres immobilisés est constituée par le prix d'acquisition. Une dépréciation est éventuellement constituée lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure au prix d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'usage pour l'Association.

Les dépôts de garantie versés sont évalués à leur valeur nominale, diminuée le cas échéant d'une dépréciation en fonction de l'irrecouvrabilité de ces sommes.

Les créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale ; en fonction des difficultés de recouvrement, une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture annuelle.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du "Premier entré, premier sorti".

Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice si le cours de ces valeurs est inférieur à leur coût d'acquisition.



REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AU BILAN - ACTIF

Disponibilités

Les comptes bancaires ouverts sont regroupés dans le cadre d'une convention de trésorerie afin de permettre une gestion centralisée de la trésorerie de l'Association. La position nette des comptes fusionnés est présentée à l'actif du bilan à la ligne « Disponibilités » lorsque le solde net est débiteur ou au passif à la ligne « Emprunts et dettes assimilées » lorsque le solde net est créditeur, conformément aux préconisations formulées par la CNCC (EC 2010-54). Les autres comptes ne faisant pas l'objet d'une convention de trésorerie, sont présentés individuellement selon le principe de non compensation.

Au 31/12/2025 la situation nette de la trésorerie de l'Association s'établit à +5 559 645,98 Euros et se décompose comme suit :

- A l'actif : 5 605 447,06 Euros
- Au passif : 45 801,98 Euros

L'exercice 2025 se distingue par une diminution de la trésorerie disponible, qui passe de 7 772 528,34 Euros en 2024 à 5 559 645,98 Euros au 31 décembre 2025, soit une progression de près de 2 212 882,36 Euros.

REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AU BILAN - PASSIF

Fonds propres

Les fonds propres comprennent notamment :

→ Fonds propres sans droits de reprise (acquis à l'Association et ne faisant l'objet d'aucun droit de reprise par un tiers), à savoir :

- Les valeurs du patrimoine intégré ;
- Des apports sans droits de reprise ;
- Des legs avec contrepartie d'actifs immobilisés ;
- Des subventions d'investissements affectés à des biens renouvelables par l'organisme ;
- D'autres fonds propres sans droits de reprise.

→ Réserves pour projets associatifs : La dotation à ces réserves et la constatation de l'utilisation des fonds se réalise lors de l'affectation du résultat annuel. Ces réserves sont destinées à financer des projets définis par les organes statutairement compétents pour les différents établissements de l'Association.

→ Réserves fonds de roulement,

→ Réserve pour investissements,

→ Autres réserves (ces réserves sont acquises à l'Association), à savoir :

- Réserves de trésorerie,
- Autres réserves.

→ Report à nouveau :

- Les excédents ou déficits des exercices antérieurs dégagés par les activités non contrôlées
- Les déficits constitués des rejets de charges par les financeurs initialement imputées sur les activités contrôlées ;
- Le report à nouveau correspondant à la correction du cumul des amortissements des exercices antérieurs au 1er janvier 2007, du fait de l'application du règlement sur les actifs et sur les amortissements.

Autres fonds propres (1/2)

→ Réserves réglementaires : Une réserve réglementaire est une réserve qui est constituée et mouvementée à la demande des tiers financeurs. La réserve « Fonds de compensation » constitue une réserve réglementaire.

→ Résultats sous contrôle de tiers financeurs : Les établissements « sous contrôle de tiers financeurs » sont soumis à des règles de fonctionnement propres à la réglementation publique, traduits dans les comptes administratifs qui servent de base à leur financement. Les soldes excédentaires et déficitaires de ce type d'établissements peuvent être en principe, repris par les tutelles. Ils sont donc assimilés à des dettes et des créances à leur égard et n'entrent pas dans le résultat acquis à l'association. Ainsi, un excédent dégagé au cours d'une année N, et approuvé par les institutions de contrôle, viendra en diminution des financements d'exploitation (prix de journée ou dotation globale) accordés le plus souvent au titre de l'année N+2. Inversement, un déficit approuvé générera un complément de financements.



REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AU BILAN - PASSIF

Autres fonds propres (2/2)

→ Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables : Il s'agit de subventions affectées à l'acquisition d'un actif dont le renouvellement n'incombe théoriquement pas à l'Association. Ces subventions font l'objet d'une reprise au résultat au rythme de l'amortissement des biens auxquels ils se rapportent.

→ Provisions réglementées : Les provisions réglementées sont constituées par :

- Des réserves de trésorerie constituées à la demande des financeurs.
- Des réserves correspondant aux plus-values de cessions des éléments d'actifs cédés.

Provisions pour risques et provisions pour charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées en fonction des risques connus ou estimés à la clôture conformément à l'article 432-1 du PCG. Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation susceptible de se traduire par une sortie de ressources sans contrepartie pour l'Association.

Au 31/12/2025 les principales provisions enregistrées concernent les provisions pour départ à la retraite, pour comptes épargne temps ainsi que les provisions pour litiges, notamment prud'hommaux.

Fonds dédiés ou reportés

Les fonds dédiés ou reportés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à leur objet.

La contrepartie des fonds dédiés ou reportés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Report en fonds dédiés ou reportés ». Le montant des fonds dédiés ou reportés de l'exercice N est repris au compte de résultat, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ». Ce point est détaillé dans la partie « Tableau de variation des fonds dédiés ».

REGLES ET METHODES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Dons

Les dons manuels sont enregistrés dans le compte de résultat quelle que soit leur destination finale, financement de dépenses d'exploitations ou d'investissements.

Règle de rattachement des produits à l'exercice : Sont enregistrés sur l'exercice, les dons datés de l'exercice versés en chèques, cartes bleues ou virements, même s'ils sont encaissés après la date de clôture, ainsi que les dons en numéraire reçus avant la clôture.

Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement concernent, les subventions versées par les collectivités territoriales et celles versées au titre de la taxe d'apprentissage. Ces subventions sont traitées conformément au règlement 2018-06 de l'ANC.

Produits liés aux financements réglementaires

Les financements accordés sous forme de Dotation Globale de Financement ou de Prix de journée sont inscrits au compte de résultat au vu des conventions signées entre le financeur et l'Association. Les résultats dégagés à la clôture de l'exercice par les établissements en gestion contrôlée sont traités en résultat comptable de l'exercice soumis à l'approbation des autorités de contrôle et de tarification.

AUTRES METHODES COMPTABLES

Engagements liés aux départs à la retraite

L'Association provisionne l'engagement relatif aux salariés de plus de 57 ans à la date de la clôture. Les autres engagements de retraite ne font pas l'objet de provision dans les comptes de l'association mais seulement d'une évaluation mentionnée dans la partie " Engagement liés aux départs à la retraite " de la présente annexe. Ces engagements ont été valorisés en retenant les recommandations 2013-02 de l'ANC, à savoir :

- Taux de revalorisation : 1,50 %
- Taux d'inflation : 0 %
- Taux d'actualisation : 3,96 %
- La table de mortalité utilisée est la méthode réglementaire INSEE 2017-2019
- La méthode de calcul retenue est celle des Unités de crédit projetées méthode prospective
- L'âge de départ à la retraite : 67 ans

La condition de départ en fin de carrière est la mise à la retraite par l'employeur à 67 ans.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature font l'objet d'une valorisation mentionnée dans la partie 4.5 « Contributions volontaires en nature ». Elles sont constituées et valorisées par des contributions en travail, en biens, en services.

Conformément au règlement 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes des associations et fondations, la méthode d'évaluation retenue est établie au coût du personnel de remplacement pour les contributions en travail et au prix du marché pour les biens et les services. Le taux de charges sociales retenu pour les contributions en travail est de 60%.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Tableau de variation des immobilisations corporelles et incorporelles

Rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	144 931,22 €	41 988,68 €	19 809,69 €	167 110,21 €
Fonds commercial	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €	6 000,00 €
Frais d'établissement	53 485,31 €	0,00 €	1 000,00 €	52 485,31 €
Immobilisations incorporelles en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Concessions et droits similaires	85 445,91 €	41 988,68 €	18 809,69 €	108 624,90 €
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 978 649,22 €	1 454 950,81 €	223 421,96 €	10 210 178,07 €
Terrains nus	196 878,22 €	0,00 €	0,00 €	196 878,22 €
Terrains bâtis	223 310,33 €	0,00 €	0,00 €	223 310,33 €
Amnngts / Agts Constructions	3 319 043,10 €	0,00 €	2 399,61 €	3 316 643,49 €
Installations générales, Aménagements	3 241 398,24 €	1 202 155,95 €	28 765,54 €	4 414 788,65 €
Matériel de transport	413 373,02 €	0,00 €	31 347,21 €	382 025,81 €
Matériel de bureaux / informatique	536 278,20 €	107 475,08 €	32 395,25 €	611 358,03 €
Mobilier de Bureau	314 313,66 €	29 434,37 €	61 797,77 €	281 950,26 €
	639 968,50 €	92 942,25 €	66 716,58 €	666 194,17 €
Matériel et outillage	94 085,95 €	22 943,16 €	0,00 €	117 029,11 €
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	0,00 €	571 295,90 €	464 492,50 €	106 803,40 €
TOTAL	9 123 580,44 €	2 068 235,39 €	707 724,15 €	10 484 091,68 €

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Tableau de variation des amortissements

Rubriques	Amortissements et Dépréciations au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Amortissements et Dépréciations au 31/12/2025
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	132 845,54 €	18 544,78 €	19 636,89 €	131 759,43 €
Frais d'établissements	49 294,92 €	4 190,39 €	1 000,00 €	52 485,31 €
Frais de recherche et de développement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Concessions et droits similaires	77 550,62 €	14 354,39 €	18 636,89 €	73 268,12 €
Fonds commercial dont droit au bail	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €	6 000,00 €
Autres immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Immobilisations incorporelles en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 454 883,49 €	872 017,21 €	258 643,79 €	5 068 256,91 €
Terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Agencements et Amngts des terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Constructions sur sol propre	1 262 498,93 €	71 002,33 €	2 399,61 €	1 331 101,65 €
Amort. Immo Construction	446 589,91 €	30 085,50 €	0,00 €	476 675,41 €
Constructions sur sol d'autrui	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Installations, Matériel et Outillage Technique	41 753,40 €	30 984,46 €	0,00 €	72 737,86 €
Amort Amngts Agct Bureaux	668 466,27 €	192 209,08 €	50 150,46 €	810 524,89 €
Amort Amngts Agct Appts	724 576,26 €	294 659,91 €	46 209,01 €	973 027,16 €
Amort Matériel de Transport	295 750,21 €	34 159,70 €	31 347,21 €	298 562,70 €
Amort Matériel Bureaux et Informatique	406 966,83 €	86 387,60 €	30 876,08 €	462 478,35 €
Amort Matériel Mobilier Bureau	228 869,62 €	28 351,57 €	33 104,57 €	224 116,62 €
Amort Mobiliers d'Appts	379 412,06 €	104 177,06 €	64 556,85 €	419 032,27 €
Immobilisations corporelles en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	4 587 729,03 €	890 561,99 €	278 280,68 €	5 200 010,34 €

Tableau de variation des immobilisations financières

Rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	25 848,75 €	70 470,25 €	0,00 €	96 319,00 €
Participations	25 848,75 €	70 470,25 €	0,00 €	96 319,00 €
Autres titres immobilisées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prets	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Concessions et droits similaires	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 222 026,08 €	67 783,29 €	43 614,47 €	1 246 194,90 €
Dépôts	1 377,00 €	0,00 €	0,00 €	1 377,00 €
DG bailleurs	1 213 615,24 €	67 683,29 €	43 614,47 €	1 237 684,06 €
Cautions divers	7 033,84 €	100,00 €	0,00 €	7 133,84 €
TOTAL	1 247 874,83 €	138 253,54 €	43 614,47 €	1 342 513,90 €

Autres immobilisations financières : 1 246 194, 90 Euros dont dépôts de garantie versés aux bailleurs 1 237 684,06Euros (99,31%). Ce montant varie selon le développement des activités, l'ouverture de places et les réévaluations appliquées par les bailleurs en fonction des évolutions du taux IRL (indice de révision des loyers).

ETATS DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Etat des créances et des dettes

Rubriques	Montant	<-1 an	>+ 1 an et <-5 ans	>+ 5 ans
CREANCES	4 032 881,11€	4 032 881,11€	0,00€	0,00€
Créances rattachées à des participations	96 319,00€	96 319,00€	0,00€	0,00€
Autres immobilisations financières	1 246 194,90€	1 246 194,90€	0,00€	0,00€
Usagers et comptes rattachés	436 736,08€	436 736,08€	0,00€	0,00€
Personnels et comptes rattachés	4 331,64€	4 331,64€	0,00€	0,00€
Créances reçues par legs ou donations	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
Créances sociales	30 372,43€	30 372,43€	0,00€	0,00€
Etats et autres collectivités	1 196 610,53€	1 196 610,53€	0,00€	0,00€
Débiteurs divers	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
Autres créances d'exploitation (fournisseurs)	311 115,87€	311 115,87€	0,00€	0,00€
Charges constatées d'avance	711 200,66€	711 200,66€	0,00€	0,00€
DETTES	7 918 588,48€	6 352 048,93€	606 537,49€	960 002,06€
Emprunts auprès des établissements bancaires	1 770 778,63€	204 239,08€	606 537,49€	960 002,06€
Intérêts courus sur emprunt	3 094,62€	3 094,62€	0,00€	0,00€
Emprunts et dettes financières diverses	59 856,64€	59 856,64€	0,00€	0,00€
Fournisseurs et comptes rattachés	2 451 055,43€	2 451 055,43€	0,00€	0,00€
Personnel et comptes rattachés	976 438,32€	976 438,32€	0,00€	0,00€
Dettes sociales et fiscales	1 922 885,11€	1 922 885,11€	0,00€	0,00€
Etats et autres collectivités	636 039,93€	636 039,93€	0,00€	0,00€
Autres dettes d'exploitation (clients et charges à payer)	92 265,64€	92 265,64€	0,00€	0,00€
Créditeurs divers	576,00€	576,00€	0,00€	0,00€
Produits constatés d'avance	5 598,16€	5 598,16€	0,00€	0,00€
TOTAL	-3 885 707,37€	-2 319 167,82€	-606 537,49€	-960 002,06€

FONDS PROPRES

Tableau de variation des fonds propres (1/3)

Rubriques	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture
FONDS PROPRES SANS DROITS DE REPRISE	649 221,93€	0,00€	0,00€	0,00€	649 221,93€
Fonds Propres sans droits de reprise	649 221,93€	0,00€	0,00€	0,00€	649 221,93€
Subventions d'investissement biens non renouvelables	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
FONDS PROPRES AVEC DROITS DE REPRISE	768 804,47€	0,00€	0,00€	0,00€	768 804,47€
Apport	768 804,47€	0,00€	0,00€	0,00€	768 804,47€
Autres fonds propres avec droits de reprise	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
Reserve de fonds de compensation	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
RESERVES	2 879 956,19€	105 529,32€	0,00€	0,00€	2 985 485,51€
Reserve des activités SMS	2 879 956,19€	105 529,32€	0,00€	0,00€	2 985 485,51€
<i>Dont reserves pour projets associatifs</i>	<i>51 501,99€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>51 501,99€</i>
<i>Dont Excédents affectés à la couverture du BFR</i>	<i>922 401,21€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>922 401,21€</i>
<i>Dont Reserve de compensation des déficits</i>	<i>843 059,23€</i>	<i>83 342,01€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>926 401,24€</i>
<i>Dont Réserve d'investissement</i>	<i>1 058 645,72€</i>	<i>22 187,31€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>1 080 833,03€</i>
<i>Dont Reserve de trésorerie</i>	<i>4 348,04€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>4 348,04€</i>
Reserve des activités libres	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€



FONDS PROPRES

Tableau de variation des fonds propres (2/3)

Rubriques	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture
REPORT A NOUVEAU	346 215,94€	-204 323,92€	2 508 263,19€	2 363 385,54€	286 769,67€
RAN des activités libres	-573 088,83€	-98 794,60€	0,00€	0,00€	-682 212,72€
<i>Dont RAN créditeurs (Agiçons)</i>	<i>219,15€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>219,15€</i>
<i>Dont RAN débiteurs (Agiçons)</i>	<i>-573 307,98€</i>	<i>-109 123,89€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>-682 431,87€</i>
<i>Dont RAN créditeurs (Vie Associative)</i>	<i>74,27€</i>	<i>10 329,29€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>10 403,56€</i>
<i>Dont RAN débiteurs (Vie associative)</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>
RAN des activités SMS	919 304,77€	-105 529,32€	2 508 263,19€	2 363 385,54€	958 653,10€
<i>Dont RAN des activités SMS créditeurs</i>	<i>9 962 471,38€</i>	<i>-4 069 581,47€</i>	<i>2 508 263,19€</i>	<i>0,00€</i>	<i>8 401 153,10€</i>
<i>Dont RAN charges refusées</i>	<i>-481 216,02€</i>	<i>-6 996,10€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>-481 216,02€</i>
<i>Dont RAN dépenses CP</i>	<i>-233 076,96€</i>	<i>-91 019,89€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>-324 096,85€</i>
<i>Dont RAN affectés aux mesures d'exploitation</i>	<i>309 923,54€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>0,00€</i>	<i>309 923,54€</i>
<i>Dont RAN des activités SMS débiteurs</i>	<i>-8 638 797,17€</i>	<i>4 062 068,14€</i>	<i>0,00€</i>	<i>2 363 385,54€</i>	<i>-6 940 114,57€</i>
RESULTAT NET COMPTABLE	44 827,07€	98 794,60€	-2 413 384,24€	-2 363 385,54€	94 878,56€
Résultat net comptable de l'exercice des activités SMS	143 621,67€	0,00€	-2 416 788,00€	-2 363 385,54€	91 474,80€
Résultat net comptable de l'exercice des activités libres	-98 794,60€	98 794,60€	3 403,76€	0,00€	3 403,76€
TOTAL	4 689 025,60€	0,00€	94 878,95€	0,00€	4 783 904,38€

FONDS PROPRES

Tableau de variation des fonds propres (3/3)

L'affectation du résultat des activités sous gestion propre définitivement acquis au 31/12/25 a été réalisée comme suit :

El Agissons : - 39 376,77 Euros : Report à nouveau pour -39 376,77 Euros

Tableau des provisions réglementées

Rubriques	Solde au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	313 597,81€	0,00€	0,00€	313 597,81€
Pour renouvellement des immobilisations	292 386,20€	0,00€	0,00€	292 386,20€
Reserve de couverture du BFR	19 040,12€	0,00€	0,00€	19 040,12€
Reserve des plus-values nettes d'actifs	2 171,49€	0,00€	0,00€	2 171,49€
TOTAL	313 597,81€	0,00€	0,00€	313 597,81€

Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables

Rubriques	Solde au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 220 440,22€	0,00€	0,00€	1 220 440,22€
Subventions d'investissement sur biens non-renouvelables	1 220 440,22€	0,00€	0,00€	1 220 440,22€
QUOTE-PART VIREE AU RESULTAT	-1 122 084,40€	-44 737,61€	0,00€	-1 166 822,01€
Affectée à des biens non renouvelables	-1 122 084,40€	-44 737,61€	0,00€	-1 166 822,01€
Affectée à des biens renouvelables	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
TOTAL	98 355,82€	-44 737,61€	0,00€	53 618,21€

FONDS PROPRES

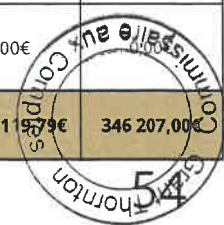
Etat des provisions

Rubriques	Solde au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	678 662,57€	321 439,66€	438 245,06€	561 857,17€
Provisions pour risques autres litiges	100 534,52€	119 255,79€	100 534,52€	119 255,79€
Provisions pour pensions et obligations similaires (retraites)	218 878,38€	95 256,78€	199 167,16€	114 968,00€
Provisions pour charges de personnel (fds dédiés CET)	359 249,67€	106 927,09€	138 543,38€	327 633,38€
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	269 710,53€	91 109,34€	288 663,18€	72 156,69€
des Immobilisations Incorporelles	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
des Immobilisations Corporelles	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
des Immobilisations En Cours	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
des Immobilisations Financières	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
des Stocks et En-cours	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
des Comptes Usagers (PAF)	269 710,53€	91 109,34€	288 663,18€	72 156,69€
des Comptes Clients	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
des Débiteurs Divers	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
TOTAL	948 373,10€	412 549,00€	726 908,24€	634 013,86€

FONDS PROPRES

Tableau des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	Catégorie	Fonds restant à engager au 31/12/2024	Reports	Utilisation	Transfert	Fonds restant à engager au 31/12/2025	
						Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	Accessibilité PME	66 268,67€	0,00€	0,00€	0,00€	66 268,67€	64 066,00€
	Développement durable	0,00€	47 555,60€	0,00€	0,00€	47 555,60€	0,00€
	Développement RH et professionnalisation	36 520,04€	0,00€	20 523,60€	0,00€	15 996,44€	3 413,00€
	Equipements et mobiliers	138 245,47€	67 578,63€	8 231,05€	0,00€	197 593,05€	98 746,00€
	Formations du personnel	59 547,53€	0,00€	56 100,00€	0,00€	3 447,53€	1 400,00€
	Hébergements et logements adaptés	23 541,00€	27 682,05€	23 541,00€	0,00€	27 682,05€	0,00€
	Modernisation de l'offre d'accompagnement	1 856 313,26€	0,00€	997 371,53€	0,00€	858 941,73€	133 087,00€
	Qualité	42 475,00€	0,00€	0,00€	0,00€	42 475,00€	42 475,00€
	Renforcement de l'accompagnement	0,00€	54 778,56€	54 778,56€	0,00€	0,00€	0,00€
	Santé et bien-être des usagers	20 040,00€	8 735,60€	17 420,00€	0,00€	11 355,60€	0,00€
	Sécurité des locaux	0,00€	14 110,20€	0,00€	0,00€	14 110,20€	0,00€
	Transformation numérique	22 973,70€	0,00€	7 273,45€	0,00€	15 700,25€	3 020,00€
	Travaux et amélioration patrimoine	103 530,57€	66 666,98€	23 203,88€	0,00€	146 993,67€	0,00€
Contributions financières d'autres		0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
Ressources liées à la générosité du public		0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€
		2 369 455,24€	287 107,62€	1 208 443,07€	0,00€	1 448 115,79€	346 207,00€



CLASSIFICATION DES CONCOURS PUBLICS PAR NATURE ET PAR TYPE DE FINANCEUR

Classification par nature et par type de financeur (1/2)

Classification par nature de financement et par type de financeur	31/12/2025	En pourcentage
Dotation globale	8 274 253,69€	19,49%
Etat	8 274 253,69€	19,49%
<i>Dont ARS Seine et Marne</i>	<i>2 218 672,21</i>	<i>5,23%</i>
<i>Dont ARS Yvelines</i>	<i>1 606 314,00</i>	<i>3,78%</i>
<i>Dont DDETS Seine et Marne</i>	<i>4 449 267,48</i>	<i>10,48%</i>
Prix de journée / facturation	16 184 753,87€	38,13%
Département	16 184 753,87€	38,13%
<i>Dont Conseil Départemental de Seine et Marne</i>	<i>11 608 885,77</i>	<i>27,35%</i>
<i>Dont Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis</i>	<i>4 575 868,10</i>	<i>10,78%</i>
Subvention de fonctionnement	17 943 929,40€	42,28%
Etat	17 014 629,88€	40,09%
<i>Dont ARS Seine et Marne</i>	<i>50 000,00</i>	<i>0,12%</i>
<i>Dont DDETS Seine et Marne</i>	<i>6 946 183,88</i>	<i>16,37%</i>
<i>Dont DRIHL 75</i>	<i>2 758 018,00</i>	<i>6,50%</i>
<i>Dont DRIHL 93</i>	<i>7 260 428,00</i>	<i>17,11%</i>
Département	920 088,00	2,17%
<i>Dont Conseil Départemental de Seine et Marne</i>	<i>920 088,00</i>	<i>2,17%</i>
Autres organismes publics	8 311,52€	0,02%
Collectivités territoriales hors CD	900,00€	0,00%

CLASSIFICATION DES CONCOURS PUBLICS PAR NATURE ET PAR TYPE DE FINANCEUR

Classification par nature et par type de financeur.(2/2)

Aide au logement	-4 022,61€	-0,01%
Organisme de Sécurité Sociale	-4 022,61€	-0,01%
Quote-part des subventions d'investissement	44 737,61€	0,11%
Etat	24 050,25€	0,06%
<i>Dont DDETS Seine et Marne</i>	<i>24 050,25</i>	<i>0,06%</i>
Région	6 828,52€	0,02%
<i>Dont Conseil Régional Ile-de-France</i>	<i>6 828,52</i>	<i>0,02%</i>
Département	13 858,84	0,03%
<i>Dont Conseil Départemental de Seine et Marne</i>	<i>13 858,84€</i>	<i>0,03%</i>
TOTAL	42 443 651,96	100,00%

Conformément à l'article 431-9 du règlement ANC 2018-06, les concours publics et subventions d'exploitation sont ventilés selon leur nature économique et l'origine du financement. Les principales catégories de financement sont les dotations globales, les prix de journée et produits facturés aux financeurs publics, les subventions de fonctionnement, les aides au logement et les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat. Les financeurs sont regroupés par catégories homogènes : État, Agences Régionales de Santé (ARS), collectivités territoriales, organismes de sécurité sociale et autres organismes publics

DETERMINATION DU RESULTAT

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat comptable	94 878,56€	44 827,07€
Reprise du résultat antérieur N-2	-450 580,04€	-92 362,28€
Excédent ou déficit effectif global	-355 701,48€	-47 535,21€
Dont résultat effectif sous gestion propre (Agissons)	97 780,25€	-25 419,28€
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-453 481,73€	-22 115,93€

Les activités de l'association relèvent principalement du secteur social et médico-social sous gestion contrôlée au sens du règlement ANC n° 2019-04. Le périmètre des activités sous gestion contrôlée comprend l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux gérés par l'association ainsi que le siège social, dont les charges sont financées dans le cadre des dispositifs de tarification applicables aux établissements et services gérés.

Seule l'activité d'insertion par l'activité économique et la vie associative sont présentées sous gestion propre.

Le résultat effectif global de l'association correspond à la somme du résultat effectif des activités sous gestion contrôlée et du résultat effectif des activités sous gestion propre.

DETERMINATION DU RESULTAT

Détermination du résultat par	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultats
Sous gestion contrôlée	49 400 078,62	49 308 603,82€	91 474,80€	46 614 138,1	46 470 516,61	143 621,67€
Formation	0,00€	0,00€	0,00€	0,00€	12 196,63€	-12 196,63€
Justice	17 995,07€	19 909,84€	-1 914,77€	42 960,66€	41 428,95€	1 531,71€
Protection de l'enfance	16 692 473,25	16 884 036,23€	-191 562,98	17 036 647,0	17 058 496,17	-21 849,08€
Accueil hébergement et	22 582 221,01	22 160 733,35€	421 487,66€	18 654 089,0	19 163 503,13	-509 413,46€
Immigration et asile	2 137 152,96€	1 973 501,55€	163 651,41€	4 321 600,50	3 732 970,80€	588 629,70€
Intermédiation locative	923 281,40€	1 231 771,56€	-308 490,16	978 838,32€	918 446,10€	60 392,22€
Santé	3 947 936,30€	4 058 463,68€	-110 527,38	2 807 708,60	2 838 552,29€	-30 843,63€
veille sociale	517 165,71€	396 512,87€	120 652,84€	531 102,91€	434 028,71€	97 074,20€
Autres	2 581 852,92€	2 583 674,74€	-1 821,82€	2 241 190,41	2 270 893,83€	-29 703,36€
Sous gestion propre	729 437,73€	726 033,97€	3 403,76€	513 157,54€	611 952,14€	-98 794,60€
Insertion par l'activité	677 106,78€	716 483,55€	-39 376,77€	502 597,54€	611 721,43€	-109 123,89€
Autres	52 330,95€	9 550,42€	42 780,53€	10 560,00€	230,71€	10 329,29€
Résultat comptable global	50 129 516,35	50 034 637,79€	94 878,56€	47 127 295,1	47 082 468,75	44 827,07€

RATTACHEMENTS DES CHARGES ET DES PRODUITS

Au passif

Rubriques	2024	2025
DETTES FOURNISSEURS	172 997,11€	153 496,00€
Fournisseurs - factures non parvenues	172 997,11€	153 496,00€
Autres immobilisations financières	0,00€	0,00€
DETTES FISCALES ET SOCIALES	86,22€	0,00€
Subventions à reverser	0,00€	0,00€
Personnel - charge à payer	0,00€	0,00€
Charges sociales sur personnel à payer	0,00€	0,00€
TVA sur factures non parvenues	86,22€	0,00€
AUTRES DETTES	878,48€	61 523,03€
Avoirs à établir	4 903,00€	576,00€
Charges à payer	0,00€	60 947,03€
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	917 456,22€	5 598,16€
TOTAL	1 091 418,03€	220 617,19€

RATTACHEMENTS DES CHARGES ET DES PRODUITS

A l'actif

Rubriques	Solde au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
CREANCES CLIENTS	98 790,11€	36 865,92€	98 790,11€	36 865,92€
Factures à établir	98 790,11€	36 865,92€	98 790,11€	36 865,92€
AUTRES CREANCES	251 140,44€	92 671,47€	251 140,44€	92 671,47€
Avoirs à recevoir	3 418,51€	21 620,47€	3 418,51€	21 620,47€
TVA sur factures non parvenues	86,22€	0,00€	86,22€	0,00€
Produits à recevoir	375,71€	0,00€	375,71€	0,00€
Subventions à recevoir	247 260,00€	71 051,00€	247 260,00€	71 051,00€
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	675 863,55€	711 200,66€	675 863,55€	711 200,66€
TOTAL	1 025 794,10€	840 738,05€	1 025 794,10€	840 738,05€

DETAIL DES AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS

DETAILS AUTRES PRODUITS	31/12/2025	31/12/2024
Remboursement d'avances	734,78€	4 320,78€
Autres produits assurances	12 429,92€	0,00€
Autres produits gestion courante	63 611,90€	3 797,09€
Autres produits sur écarts (IJSS, Caisse)	1 530,93€	277,20€
Frais de siège	0,00€	2 059 753,53€
TOTAL	78 307,53€	2 068 148,60€

DETAIL AUTRES CHARGES	31/12/2025	31/12/2024
Pertes sur créances irrécouvrable	87 185,05€	38 824,46€
Autres charges de gestion courante	44,75€	0,01€
Pénalité, amendes	7 087,80€	0,00€
Frais de siège	0,00€	2 059 753,53€
Autres*	91 581,08€	5 522,07€
TOTAL	185 898,68€	2 104 100,07€

*Le poste "Autres" qui s'élève à 91 581,08 € comprend :

- 49 363,45 € de mises en perte, dont 48 487 € relatifs à des produits comptabilisés antérieurement à 2025 sur le dispositif ASLL, indexés sur des objectifs de performance mais devenus définitivement irrécouvrables du fait de la non-réalisation complète des actions financées.
- 27 217,63 € de mises au rebut d'immobilisations et d'actifs supports devenus obsolètes ou sortis d'utilisation.
- 15 000,00 € de dotation initiale à la constitution du fonds de dotation

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

L'Association n'a procédé à aucune opération d'achat/vente de placements et n'a donc généré aucune plus-value de cession à ce titre, hors comptes relatifs aux placements CET.

TABLEAU DES EMPRUNTS

Organismes prêteurs	Date de souscription	Durée	Taux (%)	Capital emprunté	Capital au 31/12/2024	Rembt 2025	Capital au 31/12/2025	A - 1 an	A +1 an et < 5ans	A + 5 ans
Procilia	12/04/1...	30	1,50%	277 380,99€	31 599,79€	15 682,26€	15 917,53€	15 917,53€	0,00€	0,00€
CDC	01/06/1...	32	4,30%	73 555,74€	27 872,29€	4 158,46€	23 713,83€	4 343,40€	19 370,43€	0,00€
CAF	01/04/2...	20	0,00%	43 450,00€	13 035,00€	2 172,50€	10 862,50€	2 172,50€	8 690,00€	0,00€
Société Générale	01/11/2...	20	3,70%	110 000,00€	57 194,02€	5 772,90€	51 421,12€	5 990,16€	26 301,46€	19 129,50€
Crédit Coopératif	27/11/2...	20	2,80%	423 288,39€	255 288,00€	20 278,86€	235 009,14€	20 854,00€	89 500,84€	124 654,30€
Crédit Coopératif	20/04/2...	18	1,50%	330 000,00€	216 830,51€	17 972,16€	198 858,35€	18 243,62€	75 771,80€	104 842,93€
Crédit Coopératif	22/03/2...	20	1,55%	330 000,00€	250 465,50€	15 427,08€	235 038,42€	15 667,91€	65 155,93€	154 214,58€
CIC	11/03/2...	8	1,55%	218 568,00€	80 793,93€	31 942,67€	48 851,26€	32 441,32€	16 409,94€	0,00€
Crédit Coopératif	18/08/2...	4	4,30%	30 060,00€	21 214,39€	7 426,26€	13 788,13€	7 751,94€	6 036,19€	0,00€
Crédit Coopératif	18/08/2...	4	4,30%	30 060,00€	21 214,39€	7 426,26€	13 788,13€	7 751,94€	6 036,19€	0,00€
Crédit Coopératif	18/08/2...	4	4,30%	30 060,00€	21 214,39€	7 426,26€	13 788,13€	7 751,94€	6 036,19€	0,00€
Crédit Coopératif	25/06/2...	20	4,18%	354 450,00€	349 681,94€	11 787,34€	337 894,60€	12 289,59€	54 622,93€	270 982,08€
Crédit Coopératif	04/09/2...	9	4,00%	50 000,00€	48 912,62€	4 459,70€	44 452,92€	4 641,38€	20 535,17€	19 276,37€
Crédit Coopératif	07/03/2...	10	3,60%	215 453,21€	0,00€	12 080,51€	203 372,70€	18 672,35€	81 778,24€	102 922,11€
Crédit Coopératif	07/03/2...	10	3,60%	343 269,00€	0,00€	19 247,13€	324 021,87€	29 749,50€	130 292,18€	163 980,19€
TOTAL				2 859 595,33€	1 395 316,77€	183 260,35€	1 770 778,63€	204 239,08€	606 537,49€	660 023,08€

AUTRES INFORMATIONS

Ventilation de l'effectif

Catégorie	Effectifs salariés présents au 31/12/2024	Effectif salarié présents au 31/12/2025
Cadre	53,77	65,65
Non cadre	300,26	315,79
TOTAL	354,03	381,44

Catégorie	Effectifs salariés présents au 31/12/2024	Effectif salarié présents au 31/12/2025
CDD	8,88	9
CDI	332,11	334,66
AUTRES	13,04	37,78
TOTAL	354,03	381,44

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants élus et salariés

Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de cette fonction. Selon l'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations brutes des trois plus hauts dirigeants salariés ainsi que leurs avantages en nature représentent au 31 décembre 2025 :

→ Rémunérations : 301 127,90 Euros

→ Avantages en nature : 6250,26 Euros

Engagements de garanties reçues / données

Sureté réelle	Montant	Banque	Montant emprunt	Échéance
Hypothèque immobilière conventionnelle de rang 1	218 568,00€	CIC	218 568,00€	05/06/2027
Privilège du prêteur de deniers	189 500,00€	Crédit Coopératif	330 000,00€	20/02/2036
Hypothèque immobilière conventionnelle de rang 1	140 500,00€	Crédit Coopératif	330 000,00€	10/07/2039
Caution CEGC	104 194,74€	Crédit Coopératif	220 470,00€	05/04/2035
Caution CEGC	162 010,93€	Crédit Coopératif	343 269,00€	05/04/2035
Hypothèque immobilière conventionnelle de rang 1	288 711,61€	Crédit Coopératif	415 688,39€	27/11/2035
Privilège du prêteur de deniers	371 288,39€	Crédit Coopératif	415 688,39€	27/11/2035
Privilège Prêteur de deniers	330 000,00€	Crédit Coopératif	354 450,00€	05/07/2044
Hypothèque immobilière conventionnelle de rang 1	24 450,00€	Crédit Coopératif	354 450,00€	05/07/2044
Nantissement de comptes rémunérés	110 000,00€	Société Générale	110 000,00€	01/07/2033
TOTAL	1 939 223,67€		3 092 583,78€	

Engagements liés au départ à la retraite

Le montant total des engagements de l'Association concernant les indemnités de départ à la retraite vis-à-vis de ses salariés s'élève au 31/12/2025 à : 278 643,75 Euros.

Le montant des engagements de l'Association relatif aux indemnités de départ à la retraite des salariés âgés de plus de 57 ans à la date de clôture s'élève au 31/12/2025 à : 114 968,00 Euros. Cette somme est provisionnée dans les comptes arrêtés au 31/12/2025.

AUTRES INFORMATIONS

Contributions volontaires en nature

L'association a valorisé les dons reçus et le bénévolat en application du règlement ANC N° 2018-06. Le montant des contributions volontaires valorisées pour l'exercice 2025 représentent :

- Modalités d'intervention : Bénévolat
- Valorisation actualisée : 23 294,76 Euros
- Nombre d'heures : 1 938 Heures

Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal de comptes, les honoraires de l'exercice 2025 s'élèvent à 36 000€ HT.

Il n'y a pas eu d'honoraires versés au titre des services autres que la certification des comptes.



